



## LE POINT DE VUE

de Gilles de Labarre

# Pour en finir avec la stigmatisation des chômeurs

Il en est de la stigmatisation comme de la calomnie : comme l'écrivait Beaumarchais, il en reste toujours quelque chose. Au-delà des mauvais résultats découlant de la lutte contre le chômage, il est une chose tout aussi grave vis-à-vis des personnes touchées par ce mal social récurrent, c'est la stigmatisation dont ils sont victimes. Cette double peine que nous pourrions soulager est devenue insupportable.

La stigmatisation, si on s'en tient à une définition communément admise, c'est une action ou une parole qui transforme une caractéristique, un comportement, une déficience, une incapacité ou un handicap d'une personne en une marque négative ou d'infériorité. Elle est, en général, la conséquence d'une désinformation et de l'existence de stéréotypes sur un sujet donné.

En insistant sur les carences psychologiques, sociales ou cognitives des chercheurs d'emploi ou sur la générosité du système de protection sociale, ces affirmations, et les politiques qu'elles induisent, attribuent un rôle significatif au chômeur lui-même. Celui-ci est en effet considéré comme responsable de sa situation de non-emploi et comme le principal artisan de sa possible (ré)insertion professionnelle. Une récente étude du Crédoc (note de synthèse n° 11, septembre 2014) est révélatrice de ce constat, en insistant sur la progression de l'idée que les plus pauvres et les chômeurs n'en font pas assez pour s'en sortir.

Mais pourquoi notre pays développe-t-il une telle propension à cette stigmatisation ? Il existe plusieurs causes,

cumulatives. Tout d'abord, celles tenant au dualisme du marché du travail, avec des travailleurs relativement protégés, dont l'emploi est plutôt stable (70 % de la population active), et des travailleurs plutôt exposés, dont l'emploi est temporaire et les mobilités fréquentes et non volontaires (les 30 % restants), mais aussi à la survalorisation du statut (le contrat à durée indéterminée et les autres statuts) plutôt que des personnes (les compétences et l'employabilité).

## Cette double peine que nous pourrions soulager est devenue insupportable.

Ensuite, les causes tenant aux politiques de l'emploi menées depuis plus de trente ans, avec une focalisation sur le « traitement social » du chômage via les emplois aidés, et surtout le faible contenu en emploi de la croissance française. Cela étant renforcé par un régime d'assurance-chômage plutôt généreux pour ceux qui en bénéficient (même si seulement un peu plus de la moitié des inscrits à Pôle emploi sont indemnisés), un dispositif de solidarité (RSA surtout) dont le volet complément de rémunération, le RSA activité, ne marche pas vraiment, et enfin une convention Unedic négociée entre partenaires sociaux ayant prévu des obligations relativement peu contraignantes, à la différence des pays d'Europe du Nord ou anglo-saxons.

Enfin, il faut évoquer les causes tenant aux personnes elles-mêmes,

vivant le syndrome du retrait – où l'emploi est considéré comme « inaccessible » et « pour les autres » – ou encore l'autostigmatisation. Il ne faut pas négliger aussi la privation financière et psychologique, et la difficulté à mettre en place les formes de résilience adéquates pour se reconstruire, qui renforcent la personne dans sa part de responsabilité individuelle.

Malheureusement, la société française, doutant de son Etat providence et traversant une crise du sens sans précédent, succombe au « syndrome » des trois singes de la sagesse : « Ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire. » A celui qui suit cette maxime, il n'arriverait que du bien. Serait-ce la même chose pour le chômage, chacun se repliant sur soi pour ne pas être confronté à une réalité qui lui fait peur ?

Pourtant, il est possible d'inverser cette tendance lourde et néfaste. Le monde associatif engagé dans cette action et dans l'accompagnement des chercheurs d'emploi le montre au quotidien. Il témoigne que de simples citoyens, bénévoles formés et disposant de méthodes, peuvent lutter efficacement contre toute stigmatisation et redonner ainsi le sens de leur utilité à des milliers de chercheurs d'emploi. Cet engagement doit être élargi partout où cela est possible, car il est le signe d'une société bienveillante, inclusive, où la fraternité se vit au même titre que la liberté et l'égalité.

**Gilles de Labarre** est président de l'association [Solidarités](#) nouvelles face au chômage.